

Le regard des Français sur les grands enjeux de l'élection présidentielle :

La sécurité #3

Sondage Ifop-Fiducial pour Public Sénat et Sud Radio

Contacts Ifop :

Frédéric Dabi, Directeur Général Adjoint

Esteban Pratviel, Chef de groupe

Département Opinion et Stratégies d'Entreprise

01 45 84 14 44 / 06 16 97 06 01

prenom.nom@ifop.com

Mars 2017



1 | La méthodologie

Etude réalisée par Ifop-Fiducial pour Public Sénat et Sud Radio

Echantillon	Méthodologie	Mode de recueil
 L'enquête a été menée auprès d'un échantillon de 1 411 personnes inscrites sur les listes électorales, extrait d'un échantillon de 1 500 personnes, représentatif de la population française âgée de 18 ans et plus.	 La représentativité de l'échantillon a été assurée par la méthode des quotas (sexe, âge, profession de la personne interrogée) après stratification par région et catégorie d'agglomération.	 Les interviews ont été réalisées par questionnaire auto-administré en ligne du 10 au 14 mars 2017.

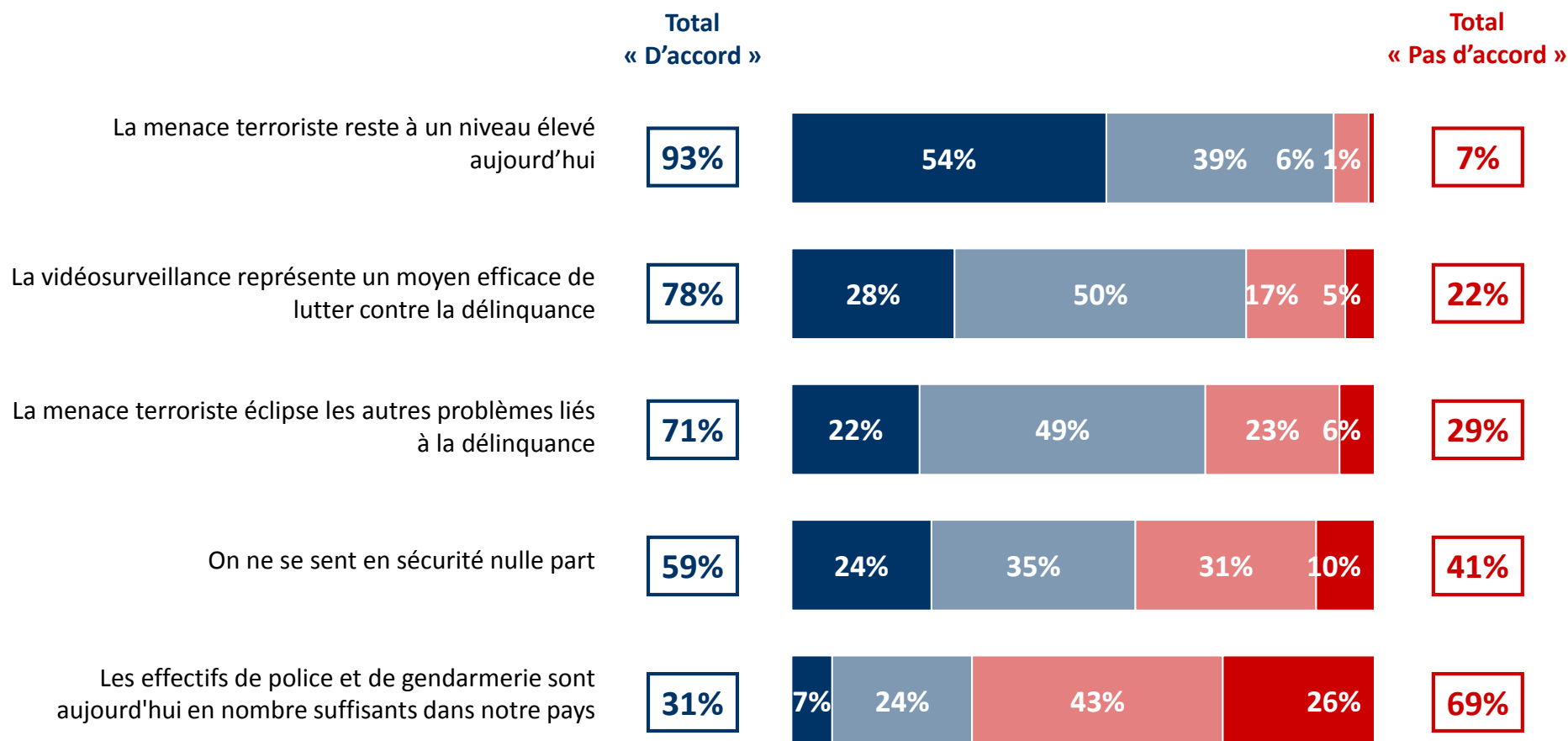
2 | Les résultats de l'étude

A | Les perceptions et jugements relatifs à la lutte contre l'insécurité

QUESTION : Quand on vous parle de sécurité, quels sont tous les mots, les sentiments et les images qui vous viennent à l'esprit ? (question ouverte, réponses non suggérées)



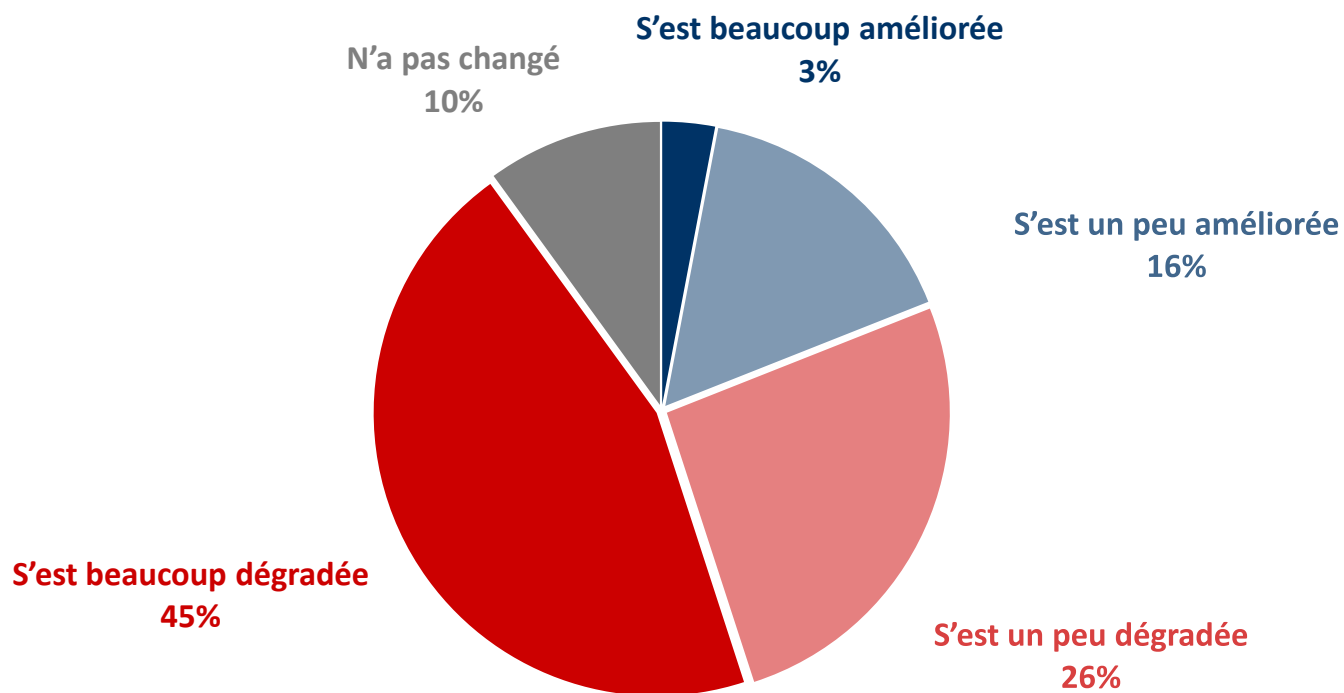
QUESTION : Pour chacune des opinions suivantes, pouvez-vous me dire si vous êtes tout à fait d'accord, plutôt d'accord, plutôt pas d'accord ou pas du tout d'accord ?



■ Tout à fait d'accord ■ Plutôt d'accord ■ Plutôt pas d'accord ■ Pas du tout d'accord

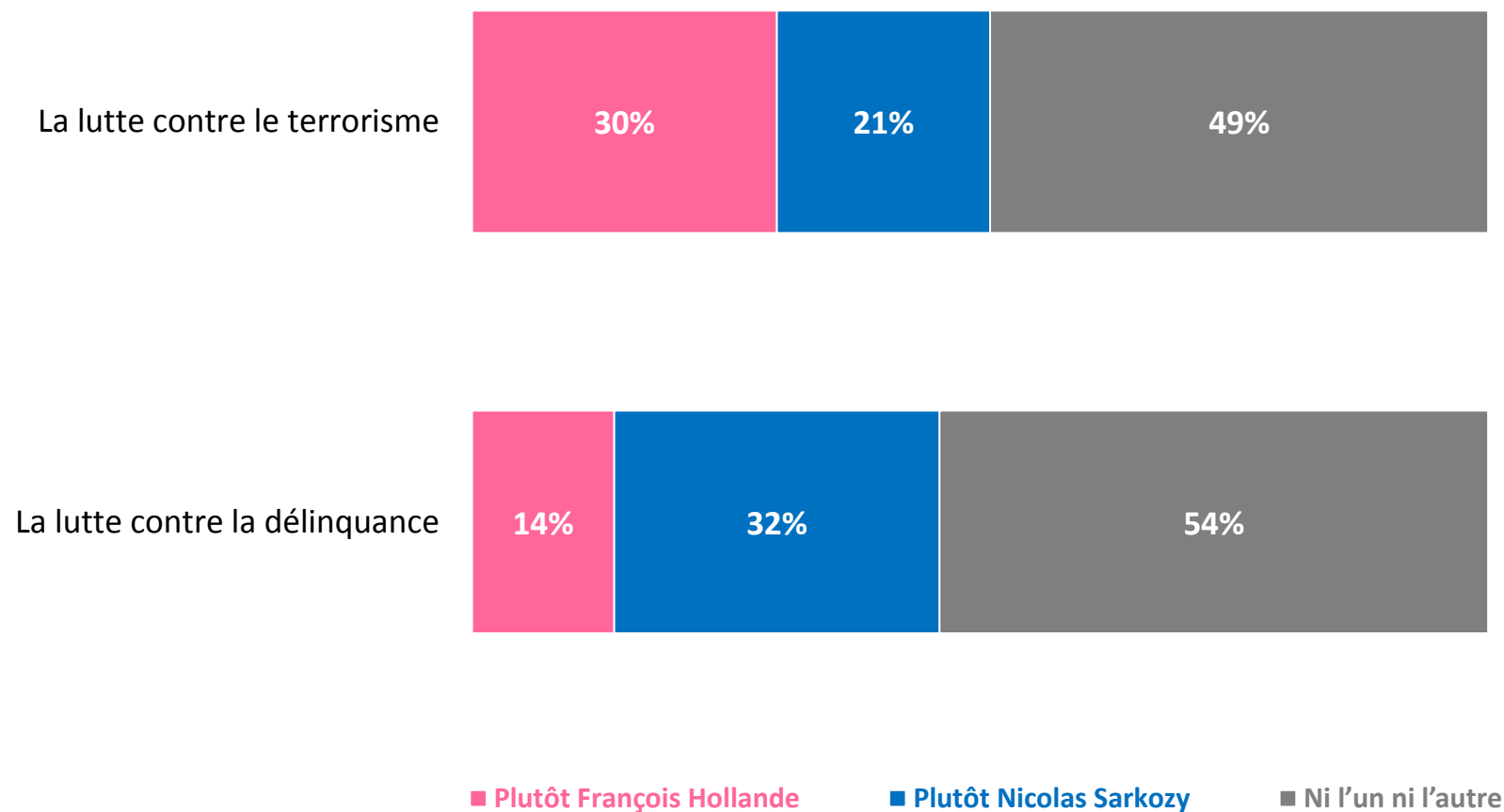
QUESTION : Diriez-vous qu'en France, au cours des cinq dernières années, la situation en matière d'insécurité... ?

TOTAL Améliorée
19%

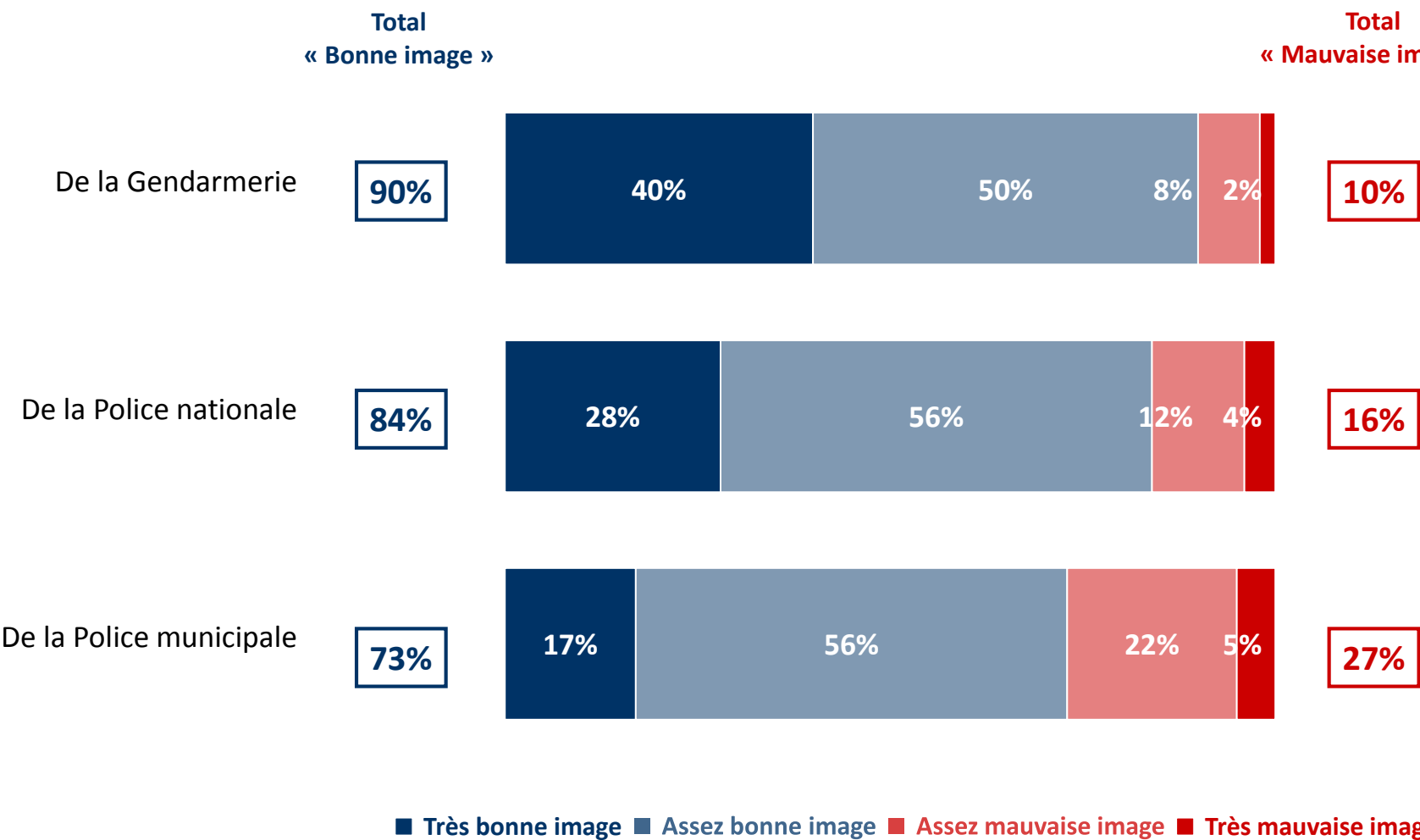


TOTAL Dégradé
71%

QUESTION : Selon vous, qui a le mieux agi comme Président de la République en matière de ...?



QUESTION : Diriez-vous que vous avez une très bonne image, une assez bonne image, une assez mauvaise image ou une très mauvaise image des... ?



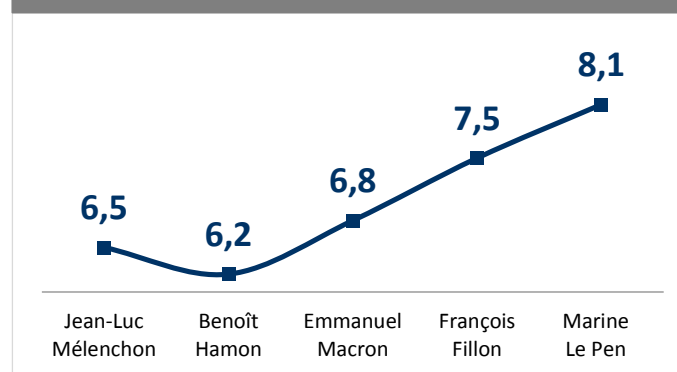
B | L'enjeu de la sécurité à l'approche de l'élection présidentielle

QUESTION : Dans quelle mesure considérez-vous que les enjeux liés à la sécurité des biens et des personnes vont jouer un rôle important ou pas important dans votre vote à l'élection présidentielle ? Veuillez évaluer cette importance sur une échelle de 1 à 10, où 1 signifie que ces enjeux auront une très faible importance dans votre vote, et 10 qu'ils auront une très forte importance. Les notes intermédiaires servent à nuancer votre jugement.

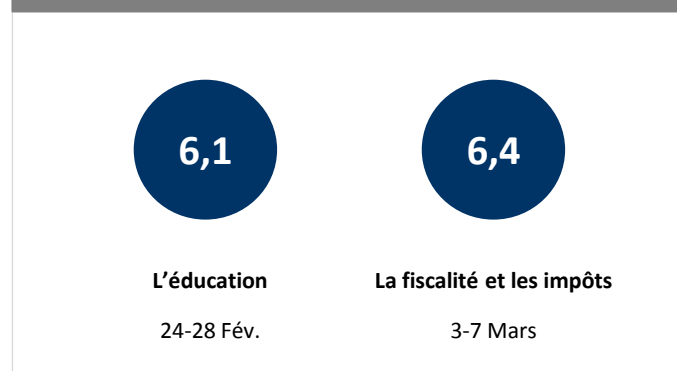
Poids moyen de l'enjeu de la sécurité (Note sur 10)



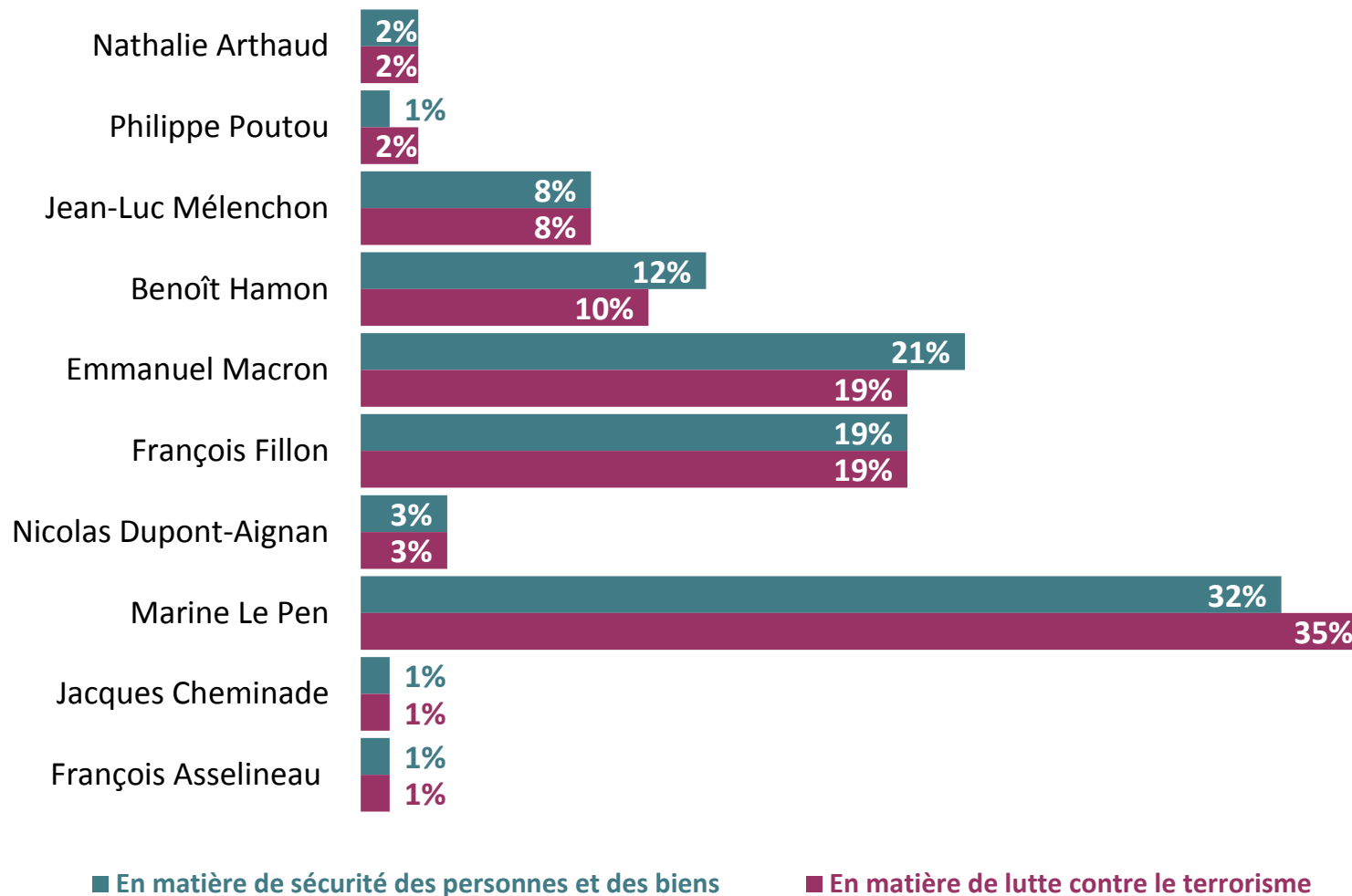
Intention de vote à l'élection présidentielle de 2017



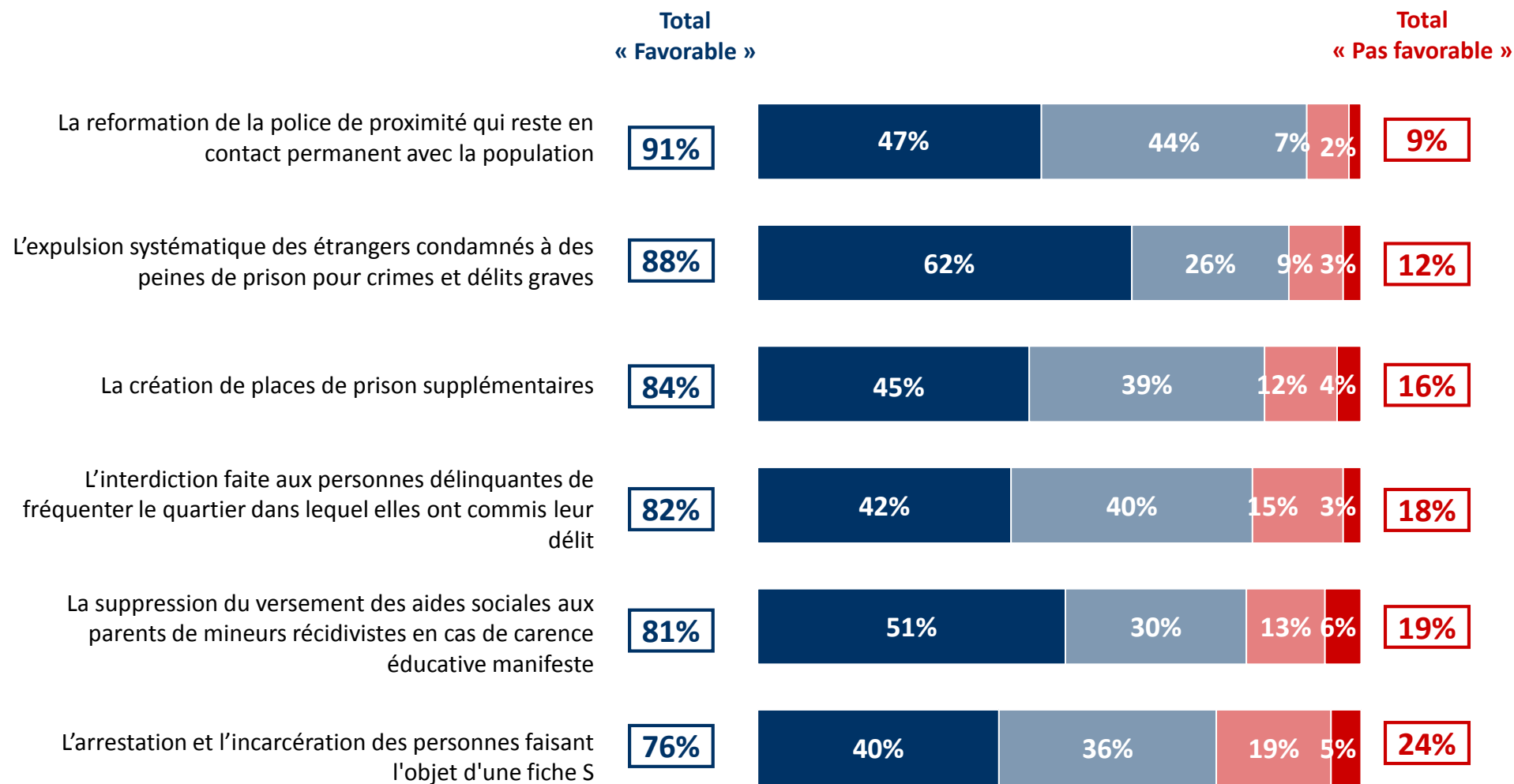
Rappel Poids moyen des autres enjeux



QUESTION : Parmi les candidats à l'élection présidentielle, quel est celui qui est le plus capable de proposer les meilleures solutions ou mesures... ?



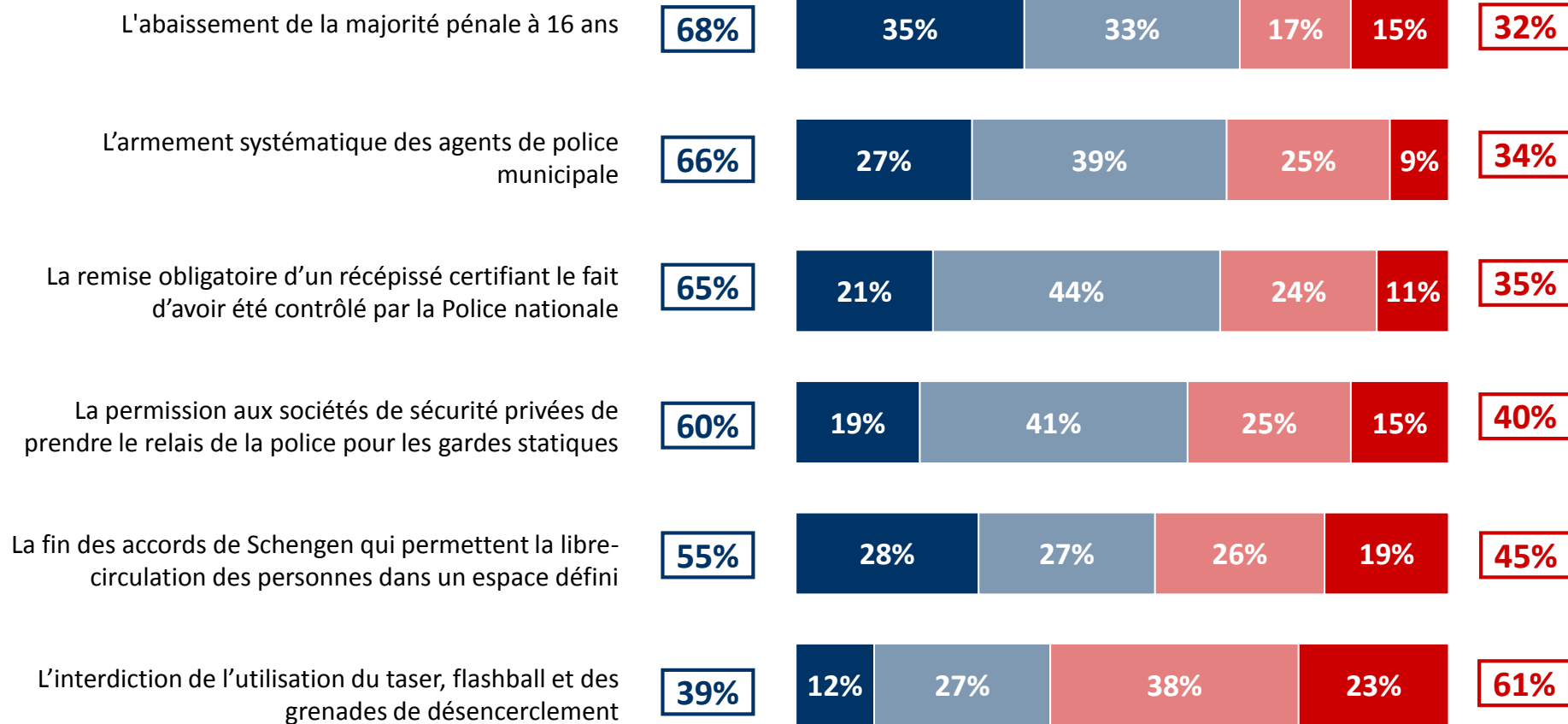
QUESTION : Voici un certain nombre de propositions que l'on entend parfois au sujet de la sécurité. Pour chacune d'entre elles, veuillez indiquer si vous seriez favorable ou opposé à ce qu'elle entre en vigueur après l'élection présidentielle.



QUESTION : Voici un certain nombre de propositions que l'on entend parfois au sujet de la sécurité. Pour chacune d'entre elles, veuillez indiquer si vous seriez favorable ou opposé à ce qu'elle entre en vigueur après l'élection présidentielle.

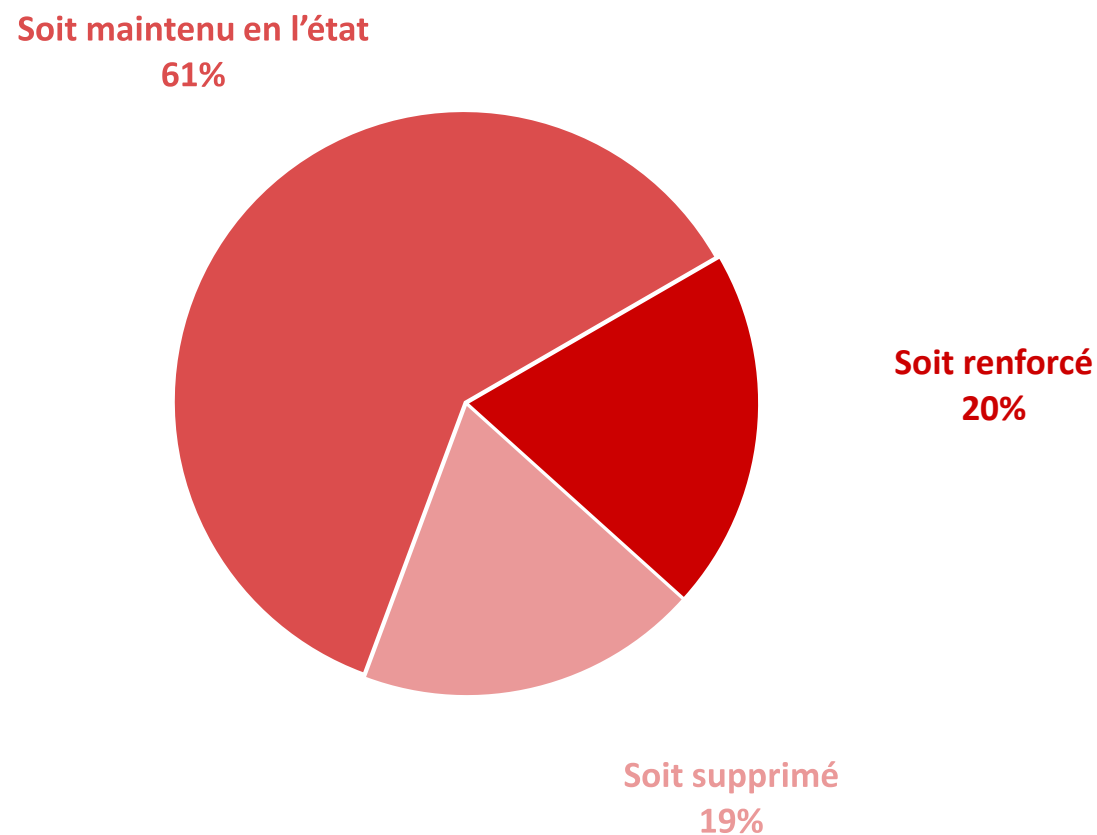
Total
« Favorable »

Total
« Pas favorable »



■ Tout à fait favorable ■ Plutôt favorable ■ Plutôt pas favorable ■ Pas du tout favorable

QUESTION : Personnellement, après l'élection présidentielle, souhaitez-vous que l'Etat d'urgence... ?



3 | Les principaux enseignements



Les Français interrogés par Ifop-Fiducial pour Public Sénat et Sud Radio portent un jugement pessimiste sur la situation en matière d'insécurité depuis 5 ans. Plus de sept personnes interrogées sur dix (71%) ont le sentiment que l'insécurité s'est dégradée depuis 2012. Ils sont même 45% à affirmer qu'elle s'est beaucoup dégradée. A l'inverse, **seulement 19% pensent que la situation de la France en matière d'insécurité s'est améliorée au courant des 5 dernières années.**

Ce sentiment de dégradation s'explique par une insatisfaction généralisée concernant la prise en charge de l'enjeu sécuritaire dans le pays. En matière de terrorisme d'abord, 93% des Français évaluent la menace terroriste élevée, ce qui n'empêche pas 71% d'entre eux de juger qu'elle éclipse les autres problèmes liés à la délinquance dans la lutte contre l'insécurité.

Plus largement, 59% des personnes interrogées déclarent ne se sentir en sécurité nulle part, dont près d'un sur quatre (24%) se déclarant « tout à fait d'accord » avec l'affirmation. Ce chiffre est à mettre en relation avec le fait que 69% des Français jugent les effectifs de police et de gendarmerie en sous-effectifs dans le pays. **Cette opinion a d'ailleurs d'autant plus de résonance que les interviewés expriment majoritairement une bonne image de leurs forces de l'ordre** (90% pour la Gendarmerie, 84% pour la Police nationale et 73% pour la Police municipale).

Unanimes sur le constat, les Français restent divisés quant à l'action de l'exécutif en matière de sécurité depuis dix ans. Environ une personne interrogée sur deux estime qu'aucun des deux Présidents (François Hollande ou Nicolas Sarkozy) n'a mieux agi que l'autre, que ce soit en matière de lutte contre le terrorisme (49%) ou de lutte contre la délinquance (54%). Pour autant, **30% pensent que le meilleur bilan en matière de lutte contre le terrorisme revient à François Hollande** (contre 21% pour Nicolas Sarkozy). A l'inverse, **32% estiment que la lutte contre la délinquance est davantage à mettre au crédit de Nicolas Sarkozy,** plutôt qu'à celui de François Hollande (14%).

C'est dans cette perspective que les enjeux liés à la sécurité devraient pour beaucoup de Français jouer un rôle important dans la construction de leur vote à l'élection présidentielle, à un niveau bien plus élevé que celui observé pour les thématiques précédemment abordées dans les enquêtes Ifop-Fiducial pour Public Sénat et Sud Radio. Sur une échelle de 1 à 10, l'enjeu de la sécurité obtient une note moyenne de 7 (soit 0,9 points de plus que l'école et 0,6 points de plus que la fiscalité).

Plus précisément, les personnes interrogées plébiscitent un certain nombre de mesures sécuritaires proposées par les différents candidats à l'élection présidentielle. Ils favorisent massivement la reformation de la police de proximité (91%), l'expulsion systématique des étrangers condamnés pour des crimes et délits graves (88%), la création de places de prison supplémentaires (84%), l'interdiction faite aux personnes délinquantes de fréquenter le quartier dans lequel elles ont commis leur délit (82%) ou encore la suppression du versement des aides sociales aux parents de mineurs récidivistes en cas de carence éducative manifeste (81%). Certaines mesures, si elles réussissent à s'attirer les faveurs d'une majorité de Français, suscitent des jugements plus contrastés. Ainsi, à un niveau-en-dessous, 68% des personnes interrogées se déclarent favorables à l'abaissement de la majorité pénale à 16 ans et 55% prônent la fin des accords de Schengen.

Que ce soit en matière de sécurité des biens et des personnes (32%) ou en matière de lutte contre le terrorisme (35%), **Marine Le Pen est jugée par les Français comme la candidate apportant les meilleures solutions dans cette campagne présidentielle.** La candidate frontiste devance Emmanuel Macron (21% de citations en matière de sécurité des biens et des personnes, 19% en matière de lutte contre le terrorisme) au coude à coude avec François Fillon (19% de citations pour chacun des deux domaines). Le candidat Les Républicains n'émerge pas dans le duo de tête alors même que **l'insécurité constituait traditionnellement un enjeu de forte crédibilité pour la droite.** Par ailleurs, le crédit accordé à Benoît Hamon et Jean-Luc Mélenchon s'avère nettement moins élevé.

Enfin, plus que jamais les Français demeurent méfiants à l'égard de la menace terroriste. A la fin de la campagne présidentielle, quel que soit le candidat élu le 7 mai prochain, 61% d'entre eux souhaitent que l'état d'urgence soit maintenu, alors qu'une personne interrogée sur cinq (20%) aimerait même qu'il soit renforcé.